SUPPLEMENT

BUREAUX : rue de Chartres No. 75, NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 11 JANVIER 1880. Entre les rues Bienville et Conti.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux No 75, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE, 11 JANVIER.

La Gazette de Cologne et la France.

Le télégraphe nous a signalé un article provocateur à l'égard de la France, de la *Gazette de Cologne*, organe du militarisme prussien. Cet article a pour but de tâter le pouls au nouveau ministère français. Voici son correspondance datée du 16 décembre et adressée au même journal, et qui a ouvert cette nouvelle campagne.

Les représentants des puissances étrangères sont déjà informés que M. de Freycinet devient président du conseil ; M. Waddington reste ministre des affaires étrangères et presque tous les autres ministres conservent leurs portefeuilles. Dans la communication faite à ce sujet, il est dit que la politique du gouvernement "ne sera pas beaucoup changée, mais sera plus accentuée." M. Waddington a déjà indiqué cette attitude plus "accentuée" par une circulaire aux représentants de la France à l'étranger, dans laquelle il les engage à insister auprès des signataires du traité de Berlin à l'effet d'obtenir d'eux une note collective ou plusieurs notes identiques destinées à exercer une pression décisive sur la Turquie relativement à l'affaire grecque.

Ce "rôle accentué" de la République française dans le concert européen sera, selon toute apparence, le signe caractéristique de l'année prochaine ; car M. Waddington n'aura plus désormais à compter seulement avec le prudent Grévy, mais en particulier avec M. Freycinet, dont les vues en matière de politique étrangère seront probablement d'une nuance plus gambettiste, bien que, étant doué le caractère résolu bien connu de M. de Freycinet, il ne soit pas tout à fait exact de le traiter uniquement, comme le font les adversaires de la République, de "créature de Gambetta."

M. de Freycinet était, pendant la dictature de Tours, le bras droit de Gambetta, et il fait partie des candidats au futur triumvirat Gambetta, Chanzy, Freycinet, qui, dès 1871, travaille sans bruit, mais avec persévérance à préparer un directoire.

Le gambettisme aigu s'est montré aujourd'hui bien à nu à la chambre des députés, où le cabinet de M. Waddington a été traité avec une brutalité jacobine.

La question de l'amnistie, où le vote par cette séance, est encore loin d'être enterrée. Ces accusations lancées contre les ministres de n'avoir fait depuis dix mois que tromper le peuple et d'avoir méconnu des hommes comme Rochefort, coïncident avec un mouvement qui, d'après ce que nous apprenons de bonne source, se prodiit en ce moment : des agents de la Commune parcourent le pays et excitent dans les grandes villes les ouvriers à une grande manifestation socialiste. C'est pour prévenir ce mouvement et pour l'exporter auprès des électeurs que les apôtres de la Commune ou les gambettistes réclament une politique "plus accentuée" Rochefort haut Gambetta, et Blanqui, Louis Blanc, Lockroy et le reste de l'extrême gauche.

Le *Mot d'Ordre* et le *Prolétaire* sont distribués en masse parmi les ouvriers.... Toi-même, ... lui-même est moins redouté d'honnêtes ... craintifs que la province, où des chartes ... de journaux de toutes ... sur la raison du moindre ... politique, les feuilles ... d'indiscrétions. Il faudra que ... de main très ferme pour prévenir ... la République de ... écueils. Mais c'est précisément pour cela que M. de Freycinet désire—outre les grands travaux publics projetés, qui doivent assurer au peuple du travail retribué par l'Etat—une attitude énergique dans la politique extérieure.

La misère en Italie.—Nous lisons dans la "Ravennate," journal publié à Ravenne :

"Le 10 décembre, vers huit heures, un grand nombre d'hommes, enfants et vieillards, étaient attroupés devant la municipalité. Ils demandaient du pain et du travail. Peu après, les manifestants tentèrent d'entrer de force dans le palais de la municipalité, mais ils durent reculer devant la résistance de la force publique. Il paraît que quelques-uns des manifestants se sont rendus sous le portique qui conduit à la Piazetta dell' Aquila, et ont tenté de s'emparer du pain que quelques femmes y vendent. Les gardes de la sûreté publique ont procédé à l'arrestation d'un de ces individus, et l'ont conduit en prison malgré une vive opposition de la part de ses compagnons, qui lancèrent sur les gardes plusieurs bêches dont ils étaient munis.

"Les séditieux se réunirent alors devant la préfecture avec l'intention de délivrer le prisonnier. On dut faire sortir quelques bersaglieri de garde pour contenir la foule, qui fait pour retourner devant la municipalité.

Dans l'intervalle survint un premier renfort de troupes. La foule se dirigea alors en courant vers la place Allighieri, dans le dessein probablement d'entrer par l'autre porte dans la cour des prisons. Mais là aussi elle trouva des bersaglieri. Elle se porta alors sous l'horloge de la place Vittorio Emanuelle. On fit venir un second renfort de bersaglieri, qui se rangèrent devant la préfecture. On entendit alors retentir le clairon. C'était le premier signal pour sommer l'attroupement de se disperser.

"En effet, peu à peu, la foule se retira des places. Elle se dispersa dans diverses rues. Une bande s'arrêta devant la maison du comte Guaninlani, rue Farini, et s'y livra des actes de violence. Vers dix heures et demie, la rue Maszini et le bourg Porta Pisi étaient envahis par les séditieux. Après avoir tenté de saccager diverses boutiques, ils rénnissent à mettre au pillage la boulangerie de M. Giorgioni, hors de Porta-Pisa. La force publique a eu plusieurs blessés, entre autres un délégué de la sûreté publique et un cabalinier. Plusieurs arrestations ont été faites. On prend les mesures requises par la gravité de la situation."

Les nihilistes. — Les nihilistes russes ne désarment pas. D'après le *Voltaire*, l'empereur Alexandre aurait trouvé, le 20 décembre, dans sa chambre à coucher, la menaçante lettre qui suit :

A Alexandre II, empereur de toutes les Russies.

Majesté ! Voilà la sinquième fois que le sort te préserve des coups de la justice. Ce furent cinq arrêts dictés par la loi humaine, lui que tu ne reconnaissais point. Tu connais notre force et notre volonté ; prends garde au sixième arrêt !

Veux-tu être un grand monarque ? Veux-tu que tous les peuples russes t'acclament et te reconnaissent comme leur père ? Veux-tu que ceux qui frappent aujourd'hui, de justiciers deviennent apôtres ? Eh bien, de tyran, fais-toi homme, et rends aux hommes ce qui leur est dû de par la loi de la nature : "La Liberté."

Ce n'est point à ta personne que nous en voulons, c'est au principe.

Tant que cette idée sera le fil conducteur de tes actes, tes jugements seront toujours les mêmes. Sauvé aujourd'hui, tu périras demain.

Si la mort, ni la persécution n'arrêtent nos bras. Tu as la force brutale ; nous sommes la force morale. Nous avons juré de vaincre et nous devons remporter la victoire.

Les premiers apôtres du christianisme périssent sur le bûcher ; leur supplice fut cause de la ruine de Rome.

Prends garde et songe !

Signé : *le Comité pétersbourgeois.*

La bigamie.—Parmi les pétitions adressées à la Chambre des députés et ayant fait l'objet d'un rapport, nous remarquons celle d'un *débit* Bouhanier, hôtelier à Orléans, qui propose, pour empêcher la bigamie, de faire mentionner, tout mariage en marge de l'acte de naissance, et annuler de ne plus délivrer copie de l'acte de naissance sans donner en même temps celle de la mention de la célébration du mariage. Cette mesure empêcherait un individu de cacher un précédent mariage à la personne qu'il voudrait épouser, puisque la copie de naissance est une des pièces que doivent produire les futurs époux.

Les bonnetiers s'étaient que cette proposition existait d'être renvoyée au ministère de la justice, bien que les lois de bigamie aient aussi cours en France.

—On lit dans la *Petite République* :

"Le rapport de samedi a rendu inévitable un remaniement ministériel plus sérieux qu'il ne semblait à la suite des deux votes d'un jour de confiance obtenus successivement par le cabinet par les interpellations Brisson et Lockroy.

"Mais après l'algarade de M. Grodey et le vote par lequel 239 membres des gauches se sont déclarés contre le ministère, soit comme opposants (156) soit comme abstentionnistes (90), la crise a pris des proportions plus graves, et le pays ne peut plus ignorer la profonde divergence qui sépare le gouvernement de la majorité des députés républicains.

"Il ne s'agit donc plus seulement de remplacer M. Waddington à M. de Freycinet la présidence du conseil et de remplacer M. Le Royer, démissionnaire. Il devient indispensable de déplacer Pilot même de la politique du gouvernement, de faire savoir que le nouveau cabinet retrouve du point d'appui national dans la gauche républicaine et l'union républicaine."

—On lit dans le *France* :

"M. Gambetta voit d'un œil favorable l'avènement du cabinet Freycinet.

"Il est disposé à le soutenir et à lui assurer une existence relativement assez longue. Il consulte qu'en liquide au plus vite les questions irritantes et qu'on s'occupe des affaires fructueuses pour le pays.

"La nouvelle combinaison ministérielle, quelle qu'elle soit, s'efforcera—c'est l'idée favorite de M. de Freycinet—de détourner Paris des questions essentiellement politiques pour les porter surtout vers les questions d'affaires. Dans son programme, M. de Freycinet pourra beaucoup des grands travaux, de la nécessité de renoncer à des luttes stériles pour les uns, coupable pour les autres. Il laissera entendre que certaines grandes questions doivent avoir une solution prochaine, entre autres celle des chemins de fer. En résumé, ce programme sera tout autant, sinon plus économique que politique."

—Le commissaire de la marine marchande a entendu MM. Tirard et Jaurguiberry. Rien n'a décidé qu'elle arrêtera, d'accord avec le gouvernement, un programme général des conditions auxquelles des primes seront données, non plus à telles ou telles compagnies, comme précédemment, mais à tous les navires qui seront en situation de satisfaire aux nouvelles stipulations prescrites par la loi. Ce sera une espèce de prime donnée à l'armement dans le but de créer des nouvelles lignes de navigation. Le gouvernement a été prié de rédiger un projet de loi et de nommer une commission extra-parlementaire pour le préparer.

—On lit dans le *Gaulois* du 14 décembre :

"La déclaration des dix-huit facultés de médecine allemandes en faveur de la vivisection n'a point découragé les adversaires de ce procédé d'étude et d'observation. Le professeur Zoelina de Leipzig, bien connu par ses tendances spéciales, se prononce contre la vivisection, qu'il s'efforce de rattacher à la doctrine nihiliste.

"Le compositeur Richard Wagner, dans une lettre publique adressée à M. E. V. Weber, combat également la vivisection. En Allemagne, les centres principaux de cette agitation qui a pris naissance en Angleterre sont Dresde et Leipzig. Mais jusqu'à ce jour la propagande des adversaires de la vivisection n'a pas été couronnée de succès.

Vannes, 19 décembre.

MM. de Lambilly, Schmodérer, Robiso et Gouvello, qui étaient poursuivis, sous l'inculpation de cris séditieux proférés à la réunion de Sainte-Anne-d'Auray, le 29 septembre dernier, ont été condamnés, aujourd'hui, à 16 fr. d'amende chacun, par le tribunal correctionnel de Lorient.

—Nous avons publié une dépêche de Vienne annonçant que le journal "la Presse" avait été saisi pour avoir reproduit un article du "Figaro" injurieux pour M. Gambetta.

"La Paix" croit savoir que le parquet de la Seine s'était également ému de cet article et que, s'il n'a pas été poursuivi, c'est grâce à l'intervention de M. Gambetta. M. le président de la chambre a pensé, avec raison, que cet article ne méritait que le dédain.

—La Gazette de l'Allemagne du Nord annonce que le tribunal correctionnel de Berlin vient de condamner à dix-huit mois de prison un ouvrier du nom de Krumbach, qui, après avoir insulté un étranger débarqué à la gare de Stettin, avait été arrêté par des agents de police. En passant devant le palais impérial, l'ouvrier se mit à débiter les plus grossières injures contre l'empereur, en déclarant très haut aux agents qui l'emmenaient qu'il était socialiste.

—Le *Daily News* publie la dépêche suivante :

"Saint-Pétersbourg, 19 décembre, soir.—On apprend de bonne source que la Russie a résolu d'accorder, à partir du mois de janvier, à toutes les villes principales de la Pologne, des institutions municipales et de leur permettre l'usage de la langue polonaise dans les discussions des conseils."

—Nous lisons dans le *Courrier du Soir* :

De mauvaises nouvelles arrivent d'Algérie.

Un certain nombre de colons, ne pouvant vivre du produit de leurs concessions, désertent à la Plaie.

Ce sont généralement des Français qui ont déjà leurs familles établies dans l'Amérique du Sud.

C'est là un symptôme extrêmement grave en présence de l'immigration étrangère qui augmente de jour en jour.

—MM. de Fourton, ancien ministre, député, et Giblat, directeur du *Constitutionnel*, posent, dit-on, leurs candidatures aux sièges sénatoriaux de la Dordogne, laissés vacants par la mort de MM. Magne et Paul Dupont.

—M. Duranceau, qui est jouer comme les cartes, ne revient jamais de son cercle que fort avant dans la nuit.

Or, pour entrer dans sa chambre, il faut qu'il passe par celle de sa femme ; et comme celle-ci ne manque jamais de lui demander : "Quelle heure est-il donc, mon ami ?..."

M. Duranceau, de son côté, ne manque jamais de lui répondre : "Ma demie, ma bonne, la demie !"

—Au couvent, entre pensionnaires.

—Comment voudrais-tu un mari ? Blond, brun ; artiste, agent de change ?

—Ça m'est égal !... pourvu qu'il'ait un pince-nez !

—Dans un bal. Un bohème à un de ses amis :

—Tu sais que j'épouserais bien la petite blonde, avec qui tu viens de danser !

—Oui, mais tu sais qu'elle a 500,000 fr. de dot !

—Oh ! ce n'est pas ça qui m'arrêterait !

—M. C.... veut lire un drame historique qu'on vient de lui apporter, bien qu'on l'ait prévenu que l'auteur ne reposte pas toujours la vérité.

—Bah ! dit-il, Dumas père et tant d'autres ne sont pas mal pourtant.

—Oui ! ce n'est pas ça qui m'arrêterait !

—M. C.... veut lire un drame historique qu'on vient de lui apporter, bien qu'on l'ait prévenu que l'auteur ne reposte pas toujours la vérité.

—Bah ! dit-il, Dumas père et tant d'autres ne sont pas mal pourtant.

—Oui, mais tu sais qu'elle a 500,000 fr. de dot !

—Oh